

XXX

XXX

XXX

XXX

Paris, le 16 février 2017

Madame / Monsieur

Le Collectif National Droits de l’Homme Romeurope publie ce jeudi 16 février un rapport inédit intitulé « **20 propositions pour une politique d’inclusion des personnes vivant en bidonvilles et squats ».**

Depuis plus de 15 ans, le CNDH Romeurope rend compte à travers ses rapports de la situation alarmante de femmes, hommes et enfants, originaires d’Europe de l’Est et se désignant comme Roms pour la plupart. Que ce soit dans des bidonvilles, des squats, sur des trottoirs ou dans des parkings, ils sont dans une situation de mal-logement extrême. **Il est urgent d’agir pour rompre avec cette mise au ban !**

Ce nouveau rapport vous présente des **propositions concrètes pour construire une nouvelle politique** globale, et des exemples de pratiques sur différents territoires en France. Les sujets abordés sont ceux de l’habitat, de l’enfance, de la santé, des droits sociaux, de l’emploi, du séjour ou encore de la lutte contre le racisme que les personnes Roms – ou présumées Roms – subissent tout particulièrement.

Ces différentes pratiques sont la démonstration qu’à l’échelle locale, des initiatives sont prises par des acteurs publics et des solutions sont apportées. Il est temps de dépasser cette échelle et de porter une véritable politique harmonieuse au niveau national en lien avec tous les acteurs pertinents.

Le CNDH Romeurope vous demande, Madame, Monsieur, d’apporter des éléments précis sur la politique que vous entendez mettre en place. **De manière concrète, vous engagez-vous à :**

* **En finir avec les expulsions de bidonvilles et de squats sans solutions alternative de relogement pérenne,** en passant, quand cela est nécessaire, par une stabilisation temporaire du lieu de vie dans des conditions dignes. Les sommes astronomiques dépensées ces 25 dernières années dans la destruction doivent être réorientées vers des politiques d’inclusion.
* **Scolariser tous les enfants** vivant en squat ou bidonville dès la rentrée 2017.
* **Lever tous les obstacles à la domiciliation** des habitants des squats et des bidonvilles pour permettre un accès au socle minium de droits.
* **Impulser une politique pénale volontariste en matière d’infractions racistes** sans oublier le racisme anti-Roms.

Nous vous remercions de vos réponses, et nous vous informons que cette interpellation ainsi que les positions exprimées ou non à ce sujet par les candidats à l’élection présidentielle seront rendues publiques par le Collectif.

Guillaume LARDANCHET

Président

Collectif National Droits de l’Homme Romeurope

